

Lettre ouverte à M. Aznar

LE PRESIDENT

Monsieur le Premier Ministre,
Président du gouvernement espagnol,
Président du Conseil européen,

En notre qualité de membres du Conseil des présidents de l'UNICE, porte-parole des entreprises en Europe, nous tenons à vous féliciter de votre choix de priorités pour les six mois à venir et vous souhaitons une présidence fructueuse. Votre présidence intervient à un moment clé du développement de l'Union européenne, après une année 2001 aux enjeux nombreux et difficiles pour l'économie mondiale, et ce d'autant que l'économie de l'UE montre des signes clairs de faiblesse. En tant que représentants des milieux des affaires, nous pouvons confirmer que les entreprises rencontrent de graves difficultés dans de nombreux États membres.

En mars prochain, le sommet de Barcelone examinera les progrès réalisés depuis le sommet de Lisbonne, il y a deux ans, à l'occasion duquel le Conseil européen fixa l'objectif fort ambitieux de faire de l'UE l'économie la plus compétitive et la plus dynamique du monde. Dans le climat difficile d'aujourd'hui, l'UE – deuxième économie du monde – devrait pouvoir être un moteur de la croissance économique, mais n'a jusqu'ici pas réussi à exploiter tout son potentiel. Comme vous l'indiquiez récemment à juste titre, le ralentissement économique actuel ne peut servir de prétexte à un report de réformes structurelles essentielles; il renforce au contraire la nécessité d'appliquer de telles réformes.

Si l'intégration européenne obtenue par le marché intérieur et le passage à la monnaie unique représente un atout considérable pour les milieux d'affaires, il subsiste des domaines importants où l'Europe a besoin de plus de libéralisation, de flexibilité et d'harmonisation, en tant que de besoin pour assurer le bon fonctionnement du marché intérieur. Le message de l'UNICE au Conseil et aux États membres est clair: pour atteindre les objectifs de Lisbonne, il est impératif que les mesures et réformes structurelles arrêtées soient décidées et mises en œuvre d'urgence, au niveau européen et au niveau national. C'est la crédibilité de tout le processus qui est désormais en jeu, et le sommet de Barcelone doit donc être un réel pas en avant. Les entreprises européennes ne manqueront pas de contribuer au développement d'une UE dynamique et compétitive, génératrice d'emplois et de prospérité – aujourd'hui pour quinze États membres, demain pour ceux qui auront rejoint l'UE.

S'agissant de l'élargissement, nous sommes heureux de la décision d'associer les pays candidats au processus de Lisbonne. À nos yeux, en effet, plus tôt les pays candidats adopteront la stratégie de Lisbonne, mieux ce sera pour la compétitivité de l'Europe dans son ensemble. Pour les entreprises européennes, le bon fonctionnement du marché intérieur revêt la plus haute importance; les décisions d'admission qui seront prises en décembre 2002 devront se fonder, pour chaque pays candidat, sur ses mérites propres et la satisfaction des critères d'adhésion.

À compter de mars 2002, les sommets européens de printemps examineront également l'orientation de la stratégie de l'UE pour le développement durable. L'UNICE lance à cet égard une mise en garde: cet examen ne peut diluer l'esprit de Lisbonne, sachant l'importance capitale d'une économie compétitive et innovante pour le développement durable.

L'UNICE compte jouer un rôle actif dans la mise en œuvre des objectifs de Lisbonne. Nous espérons avoir l'occasion de discuter de nos priorités avec vous avant le sommet de Barcelone et avons déjà, en page de gauche, réuni nos principaux messages, qui formeront la base d'une contribution plus étendue au sommet de Barcelone.

Nous vous prions d'agréer l'assurance de notre considération distinguée.

George Jacobs – Président de l'UNICE

Peter MITTERBAUER – VÖI
Autriche

Gui de VAUCLEROY – FEB-
VBO
Belgique

Johan SCHRODER – DI
Danemark

Niels FOG – DA
Danemark

Matti HONKALA – PT
Finlande

Christoffer Taxell - TT
Finlande

Ernest Antoine SEILLIERE – MEDEF
France

Dieter HUNDT – BDA
Allemagne

Michael ROGOWSKI – BDI
Allemagne

Ulysses KYRIACOPOULOS – FIG
Grèce

William BURGESS – IBEC
Irlande

Antonio D'AMATO – CONFINDUSTRIA
Italie

Charles KROMBACH – FEDIL
Luxembourg

Jacques SCHRAVEN – VNO – NCW
Pays-Bas

Rui Manuel NOGUEIRA SIMÕES – CIP
Portugal

Jorge ROCHA de MATOS – AIP
Portugal

José Maria CUEVAS-SALVADOR – CEOE
Espagne

Sören GYLL – SVENSKT NÄRINGSLIV
Suède

Iain VALLANCE – CBI
Royaume-Uni

NOS PRINCIPAUX MESSAGES POUR BARCELONE

- **L'innovation et l'esprit d'entreprise** – Les États membres doivent établir un cadre législatif propice, qui allégera la charge administrative, en particulier pour les PME, et qui permettra aux entrepreneurs de se concentrer, non plus à la paperasserie, mais à la création de richesses. Les milieux d'affaires européens furent très déçus de l'incapacité des États membres de dégager un accord sur un brevet communautaire compétitif, et nous attendons de la présidence espagnole qu'elle résolve le problème.
- **Des marchés du travail flexibles et des compétences accessibles** – L'Europe a besoin de marchés du travail plus dynamiques et flexibles, qui offrent une mobilité géographique et professionnelle accrue des travailleurs, des filets de sécurité sociale favorables à l'emploi et des systèmes de retraite viables. Pour doter l'Europe des compétences qui lui permettront de développer tout son potentiel de croissance et d'offrir un emploi à tous ses citoyens, il faut également améliorer les systèmes d'enseignement fondamental de manière à ce qu'ils répondent à la demande du marché, encourager les entreprises à développer les compétences de leurs personnels et accompagner les efforts de ceux et celles qui tentent d'étendre leurs compétences tout au long de leur vie.
- **Des infrastructures essentielles** – L'Europe a besoin de réseaux intégrés, interopérables, ouverts et compétitifs. La pleine ouverture à la concurrence des réseaux de transport, d'énergie, postaux et de télécommunications devrait être mise en œuvre dans des délais courts et prédéfinis.
- **Les services financiers** – L'Europe a besoin d'un marché solide des services financiers, offrant aux entreprises de toutes tailles un accès compétitif aux capitaux et formant le cadre d'un système durable de retraites. À défaut d'une intégration plus poussée des marchés financiers, c'est tout le marché unique qui échouera à concrétiser ses avantages. Les propositions du rapport Lamfalussy et le plan d'action pour les services financiers sont une composante capitale du programme de Lisbonne et devraient rester prioritaires. Les États membres doivent veiller à ce que les objectifs de mise en œuvre du plan d'action pour les services financiers ne soient pas manqués du fait d'un manque de résolution politique. La levée de fonds peut encore constituer une difficulté majeure pour nombre d'entreprises européennes. À cet égard, il importe que la révision du nouvel accord de Bâle sur les capitaux, les propositions de texte pour la future directive en la matière, ainsi que la directive envisagée sur le prospectus unique, évitent de créer des conditions plus difficiles encore pour les entreprises européennes, et surtout les petits entrepreneurs.
- **Le marché intérieur** – Un an après l'appel, à Lisbonne, à des réformes économiques visant un marché intérieur achevé et pleinement opérationnel, les États membres réunis à Stockholm ont donné la priorité au bon fonctionnement du marché intérieur des services. Le marché unique est l'épine dorsale de l'économie européenne, dont il sous-tend les performances: son achèvement demeure l'objectif premier, afin que les entreprises européennes puissent agir et concourir efficacement à travers les frontières. Pourtant, 10 % des directives n'ont pas encore été transposées dans tous les États membres, et un tiers des actions requises par la stratégie pour le marché intérieur n'étaient pas achevées à leur échéance 2001.
- **Le développement durable** – Les États membres devraient appeler la Commission à présenter son plan d'action pour l'amélioration des réglementations, promis pour juillet 2002, et à engager ainsi une réforme réglementaire en profondeur qui permette d'accorder toute l'attention voulue à la viabilité économique, base d'un bien-être social et environnemental à long terme.